


MEDIAPART
Proche et Moyen-Orient — Chronique

« Y aura-t-il encore des Palestiniens à Gaza ? » L'Europe face à ses responsabilités

Depuis Paris, je vois la France et d'autres pays du continent se féliciter d'avoir enfin reconnu la Palestine. Mais ils financent les murs, les « zones tampons » et les systèmes de « gestion migratoire » qui facilitent le dépeuplement de Gaza et nous empêchent de rentrer chez nous.

Nour Elassy

22 décembre 2025 à 18h13

Sur le papier, l'Europe n'a jamais semblé aussi propalestinienne. La France a officiellement reconnu l'État de Palestine aux Nations unies. Le président Emmanuel Macron insiste sur le fait que « *le peuple palestinien n'est pas un peuple en trop* » et appelle à une mission internationale de stabilisation à Gaza. Plusieurs gouvernements européens présentent cela comme un tournant moral, une correction tardive après près de deux ans de dévastation.

Mais si l'on se détourne des discours pour suivre aussi les négociations de contrats, les missions aux frontières, le financement du contrôle des migrations et les nouvelles cartes de Gaza, une autre histoire émerge. Une histoire dans laquelle l'Europe construit les infrastructures d'une bande de Gaza où les Palestinien·nes ne sont plus un peuple ayant le droit d'y vivre et d'y revenir, mais ont disparu, ou y ont été enfermés, ou y sont gouvernés comme un problème à gérer, sans avoir leur mot à dire.

Je ne prétends pas qu'il existe un plan directeur secret. Mais lorsque l'on met côte à côte la destruction physique de Gaza, le plaidoyer ouvert des autorités israéliennes en faveur de l'« émigration volontaire », les investissements massifs de l'Europe dans le contrôle des frontières et la promotion de programmes de gouvernance internationale, une orientation cohérente apparaît.



© Illustration Simon Toupet / Mediapart

Cette orientation dessine un avenir dans lequel Gaza subsiste, mais où les habitantes et habitants deviennent facultatifs. Toute discussion sur « le jour d'après » la guerre doit commencer par le jour que nous vivons actuellement. Or une commission d'enquête des Nations unies a bien conclu qu'Israël était responsable de quatre actes de génocide à Gaza. Amnesty International est parvenue à une conclusion similaire.

Sur le terrain, ces termes juridiques se traduisent par des chiffres et des ruines. Les agences des Nations unies estiment qu'au moins 1,9 million de personnes, soit environ 90 % de la population de Gaza, ont été déplacées, souvent à plusieurs reprises.

Le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires rapporte qu'environ 86 % de la bande de Gaza est désormais soit sous le coup d'ordres de déplacement israéliens, soit désigné comme « zone militarisée », forçant les Palestinien·nes à se regrouper dans des poches de terre de plus en plus petites et dangereuses.

Les familles font désormais face à un troisième hiver dans des tentes qui sont inondées par les eaux usées lorsqu'il pleut. Rendre un territoire physiquement inhabitable n'est pas un accident de guerre, c'est une méthode. Et cette méthode s'accompagne de mécanismes politiques et militaires qui visent un seul résultat : moins de Palestinien·nes à Gaza, moins de terres palestiniennes et un contrôle extérieur plus permanent.

Le soutien complice de l'UE à l'Égypte

Ce n'est pas une spéculation. Les responsables israéliens le disent ouvertement. Le ministre des finances Bezalel Smotrich a déclaré qu'Israël devrait occuper Gaza et « encourager » la moitié de ses 2,2 millions d'habitant·es à émigrer dans les deux ans.

En juillet 2025, la ministre israélienne Gila Gamliel a publié une vidéo générée par l'intelligence artificielle, représentant un futur Gaza rempli de complexes hôteliers de luxe et de tours portant la marque Trump. Un paradis balnéaire construit sur la promesse de la disparition des Palestinien·nes, avec une légende sans équivoque : « *C'est eux ou nous.* » Des mots appliqués à la force des bulldozers.

C'est dans ce contexte que l'Europe élabore sa politique. Officiellement, elle insiste sur le fait que le déplacement des Palestinien·nes vers l'Égypte est inacceptable. Officieusement, elle paie précisément Le Caire pour gérer et contenir les conséquences humaines de la situation. En mars 2024, l'Union européenne (UE) et l'Égypte ont signé un « partenariat stratégique et global » soutenu par une enveloppe de 7,4 milliards d'euros pour la période 2024-2027.

Les responsables égyptiens nient toute intention d'accepter un déplacement massif. Mais les bases sont là.

Ce montant comprend 5 milliards d'euros de prêts concessionnels, 1,8 milliard d'investissements et 600 millions d'euros de subventions, dont 200 millions sont explicitement destinés à la « *gestion des migrations* ». Les documents de l'UE indiquent clairement que ce financement est destiné à renforcer les frontières égyptiennes et à permettre au Caire d'accueillir des exilé·es afin qu'elles et ils ne se rendent pas en Europe.

Il s'agit d'un accord d'externalisation classique : l'Europe paie d'autres pays pour garder les personnes déplacées hors de vue. Peu après, des images satellitaires ont révélé que l'Égypte construisait une zone tampon fortifiée et un complexe entouré de murs en béton dans le Sinaï, près de Rafah, largement interprété comme une infrastructure destinée à accueillir un grand nombre de Palestinien·nes

si elles et ils étaient poussé·es à traverser la frontière. Les responsables égyptiens nient toute intention d'accepter un déplacement massif. Mais les bases sont là.

Dans le même temps, les institutions européennes ont accéléré l'octroi d'une aide financière supplémentaire à l'Égypte, invoquant explicitement son « rôle stratégique » dans le contexte de la guerre à Gaza et des pressions migratoires régionales. Il ne s'agit pas d'une aide neutre. En investissant massivement dans la fortification et le confinement des frontières, alors qu'un État voisin discute ouvertement de vider Gaza de sa population, l'Europe se rend complice d'un éventuel nettoyage ethnique, quelles que soient ses intentions déclarées.

Une cage gérée par la communauté internationale

L'Europe n'agit pas seule. L'avenir de Gaza est de plus en plus discuté comme s'il s'agissait d'un territoire vide devant être administré par des forces de sécurité, des donateurs et des dirigeants étrangers.

Le fameux « plan Trump » envisage la création d'un organe international, le « conseil de paix », présidé par le président des États-Unis lui-même, qui superviserait la reconstruction de Gaza pendant au moins deux ans sous mandat de l'Organisation des Nations unies (ONU). Une force multinationale de stabilisation, encore à composer, contrôlerait la sécurité, tandis qu'un comité palestinien technocratique se chargerait de l'administration quotidienne.

Trump lui-même a publiquement évoqué le « nettoyage » de Gaza et la réinstallation des Palestinien·nes ailleurs. La France s'est ralliée à l'idée d'une présence internationale en matière de sécurité. Dans son discours à l'ONU reconnaissant la Palestine, Macron a proposé une administration transitoire impliquant l'Autorité palestinienne, une nouvelle génération de Palestinien·nes et des forces de sécurité formées par la France et ses partenaires, soutenues par une mission internationale de stabilisation.

Nulle part dans cette vision n'est garantie la possibilité pour les Gazaoui·es déplacé·es de retourner dans les zones transformées en « zones tampons » ou en zones de

tir. Nulle part n'est clairement rejetée la saisie de territoires par Israël. Pendant ce temps, l'UE a réactivé et élargi sa mission frontalière à Rafah (EUBAM Rafah) afin de surveiller les passages et de faciliter les sorties de Gaza, principalement pour les blessés, les étudiants et les « *cas exceptionnels* ». Son mandat a été prolongé jusqu'en 2026.

Des Palestinien·nes sont sélectivement extrait·es d'un enclos contrôlé qui devient lui-même permanent.

En tant que journaliste ayant quitté Gaza cette année, dans le cadre d'un processus d'évacuation géré par le consulat français et les autorités d'occupation, je sais à quoi cela ressemble sur le terrain : des bus alignés sous les logos de l'ONU et de l'UE ; des listes de noms « approuvés » décidées dans des bureaux lointains ; un couloir de sortie étroit pour quelques-uns, tandis que la majorité reste piégée.

On peut qualifier cela de geste humanitaire. C'est aussi un laboratoire pour un avenir dans lequel des Palestinien·nes sont sélectivement extrait·es d'un enclos contrôlé qui devient lui-même permanent. L'Europe fera valoir que la reconnaissance de la Palestine prouve son engagement en faveur de notre présence plutôt que de notre départ. Mais une reconnaissance sans confrontation est vide de sens.

Depuis ma chambre à Paris, mon téléphone se remplit de vidéos : des tentes qui s'effondrent sous la pluie de novembre ; des enfants qui tentent de dormir sur des matelas imprégnés d'eaux usées ; une grand-mère qui murmure qu'elle craint désormais davantage les nuages que les bombes.

Ce ne sont pas des gens « de trop ». Ce sont des gens dont les grands-parents ont perdu leurs villages en 1948 et à qui on répète, à travers les décombres et les frontières, qu'il n'y a pas de place pour eux.

L'Europe a encore le choix

Si les dirigeant·es européen·nes s'opposent véritablement à une Gaza sans Palestinien·nes, ils doivent l'exprimer dans leur politique, et non dans des discours poétiques.

Cela signifie rejeter explicitement les programmes israéliens d'« émigration volontaire » et conditionner les relations avec Tel-Aviv à l'abandon de l'ingénierie démographique et des zones tampons permanentes. Cela signifie lier la reconstruction et les missions frontalières au droit au retour de tous les Gazaoui·es déplacé·es, y compris dans les zones actuellement déclarées « zones interdites ».

Le langage politique se transforme facilement en pieds nus dans la boue et en toux de ma petite sœur toute la nuit sous une bâche de plastique.

Cela signifie mettre fin aux accords de contrôle des migrations qui transforment les États voisins en geôliers de l'Europe, à moins qu'ils ne soient conditionnés à des garanties fermes contre la réinstallation forcée ou sous contrainte économique.

Cela signifie également veiller à ce que toute force internationale ou tout organe directeur à Gaza soit d'abord responsable devant les Palestinien·nes (et non devant Washington, Bruxelles ou Tel-Aviv), et à ce que cet organe protège notre droit de vivre chez nous, et non le désir de l'Europe de ne pas nous voir.

Sinon, la conclusion est simple. L'Europe restera dans les mémoires comme le continent qui a pleuré sur Gaza, reconnu la Palestine à New York et contribué discrètement à concevoir un avenir dans lequel les Palestinien·nes sont soit dispersé·es dans des camps le long de ses frontières, soit piégé·es sous gestion internationale sur une bande de terre réduite et sécurisée.

Je n'écris pas ces lignes en tant que « femme en colère de Gaza », comme certains aiment à me qualifier, mais en tant que témoin ayant vécu les deux réalités : la tente inondée et les pourparlers à Paris sur la « paix ».

Si ma voix tremble, c'est parce que je sais à quel point le langage politique se transforme facilement en pieds nus dans la boue et en toux de ma petite sœur toute la nuit sous une bâche de plastique.

L'Europe est déjà en train de décider à quoi ressemblera Gaza après les bombes. La seule question honnête qui

reste est la suivante : y aura-t-il encore des
Palestinien·nes ?

Nour Elassy

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau